

Pour une

grève des femmes*

le 14 juin 2019!

Luttons ensemble pour une société non-discriminatoire!

Egalité salariale: une loi et la réalité?

En 1981, un article constitutionnel a été adopté en Suisse : « *l'homme et la femme sont égaux en droits. La loi pourvoit à l'égalité en particulier dans le domaine de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale* ». En 1995, cet article a été concrétisé par une Loi fédérale sur l'Egalité.

Toutefois, selon l'Office fédéral de la statistique, les femmes gagnent encore en moyenne 18% de moins que les hommes. Une partie (10%) est dû au fait que beaucoup de femmes travaillent dans des secteurs à bas salaires, sont moins bien formées ou malgré, leur formation, assignées à des emplois « féminisés », donc occupent des postes moins bien payés. Le reste (8%) serait « inexplicable... ».

Cela vaut la peine d'analyser ces inégalités de plus près. Pourquoi les femmes travaillent dans des secteurs à bas salaire et sont moins nombreuses dans les postes de cadres ? pourquoi tant de femmes travaillent à temps partiel ? pourquoi sont-elles souvent moins bien formées ?

Causes et formes de l'inégalité

L'inégalité entre sexes traverse tous les aspects de la vie dans notre société : le travail salarié, le travail gratuit de « care », éducatif et domestique, la famille, le temps libre. Comme les femmes assument une grande part du travail ménager, de l'éducation des enfants, ainsi que des soins et de l'attention à porter aux autres membres de la famille, elles sont contraintes au temps partiel.

Le « modèle familial » reste encore présent. Toutefois, dans le monde réel, s'impose le besoin de deux salaires pour faire vivre une famille. Dès lors, pour les femmes, s'ajoute au travail salarié l'ensemble des tâches liées à la reproduction.

La répartition traditionnelle des tâches domestiques a également un impact sur la vie professionnelle des femmes et peut faire obstacle à leurs objectifs en la matière.

minine » qui rendrait les femmes particulièrement aptes à nettoyer ce qui est sale ou à faire preuve d'empathie et de patience. Sur la base de cette « naturalisation », ces emplois sont considérés de moindre valeur, raison pour laquelle ils sont moins payés et souvent précaires.

Mais il n'y a pas d'« activités naturelles ». Les femmes ne sont pas plus empathiques ou plus aptes à nettoyer que les hommes. Mais dès



Grève des femmes en Suisse, 1991

Par exemple, lors d'entretiens d'embauche, le futur employeur leur pose souvent des questions concernant leurs éventuelles grossesses, bien que cela soit interdit.

Les femmes travaillent majoritairement dans les secteurs du nettoyage, des services à la personne, de la santé, de l'hébergement, dans les services sociaux. Ces activités sont considérées comme typiquement féminines. Elles découleraient d'une « nature fé-

la naissance les enfants sont labellisés « fille » ou « garçon » et élevés en conséquence. Ceci s'observe dans l'éducation, les écoles, la formation professionnelle et également dans le temps libre.

L'ensemble de ces discriminations se traduit dans la situation économique des femmes. Le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes ; la majorité des bénéficiaires de l'aide sociale sont

des femmes, dont beaucoup élèvent seules leurs enfants. Les retraitées touchent en moyenne un tiers de moins de rentes que les hommes.

La majorité des personnes dont la rente vieillesse est composée uniquement de l'AVS et qui doivent demander des prestations complémentaires sont des femmes. A cause de la discrimination structurelle sur le marché du travail, les femmes sont beaucoup plus confrontées au problème de la pauvreté que les hommes.

Avec le dogme néolibéral de « l'optimisation de soi », de « tu peux tout réussir si tu le veux », les femmes sont sous une pression croissante pour concilier travail et famille, c'est-à-dire travailler à 200%. En conséquence, dans les ménages où les femmes travaillent à 100% et peuvent moins s'occuper du travail domestique et de l'éducation des enfants, le travail à faire n'est généralement pas assuré par les hommes mais délégué à des employé-e-s de maison, souve-

le maintien des relations patriarcales. Selon une étude du Département fédéral de l'Intérieur, 22 femmes et 4 hommes en moyenne sont tués par leur (ex)-partenaire. 39% de toutes les femmes font l'objet de violences corporelle ou sexuelle au moins une fois dans leur vie d'adulte. 5,6% des femmes sont violées au cours de leur vie.

Ces chiffres indiquent clairement que nous vivons dans une société imprégnée par une « rape culture », c'est-à-dire dans laquelle les attaques et la violence en particulier contre les femmes sont tolérées. Souvent, la violence contre les femmes et les personnes LGBTIQ éclate quand celles-ci remettent en question la division sexuelle du travail ainsi que les normes et rôles sexués : quand les femmes contredisent ou s'opposent, quand elles ne s'habillent pas selon les normes imposées, quand elles essaient de gagner leur indépendance.

Rapports de production capitalistes et reproduction de la force de travail

La féminisation croissante du travail salarié, dans la phase actuelle du capitalisme, débouche sur trois réalités liées entre elles :

1° la précarisation et la flexibilisation accrues d'une grande partie du travail féminin salarié ;

2° l'insertion d'une partie importante des femmes salariées dans des tâches liées à la reproduction de la force de travail, de la prise en charge des enfants aux tâches domestiques en passant par l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou malades ;

3° la réduction du salaire social qui prend la forme d'une contraction des dépenses publiques accompagnée par des privatisations, ce qui implique un durcissement de la double exploitation et de l'oppression des femmes.



Grève des femmes en Espagne, 2018

Le néolibéralisme renforce l'inégalité entre les sexes

Les politiques néolibérales d'austérité et de coupes budgétaires renforcent les inégalités et accroissent les pressions sur les femmes. Beaucoup de tâches prises en charge par les pouvoirs publics sont reportées sur les femmes à cause des programmes d'économie et les restructurations. Peu importe si des haltes garderies sont fermées ou si des patient-e-s sortent plus tôt de l'hôpital, dans la plupart des cas, les femmes interviennent.

nt immigré-e-s. Que leurs salaires et leurs conditions de travail soient souvent mauvais fait partie du tableau.

Patriarcat et violence contre les femmes

La discrimination structurelle des femmes dans le monde du travail et dans la famille n'est qu'un aspect des mécanismes d'oppression par lesquels les femmes sont renvoyées « à leur place ». La violence sexualisée contre les femmes et les personnes LGBTIQ joue un rôle important dans

Nos revendications

Les conditions sociales actuelles et la discrimination des femmes ne peuvent être combattues que si nous nous engageons, si nous nous organisons et luttons ensemble contre les conditions patriarcales propres au système capitaliste actuel. C'est pour ça qu'on s'engage :

1. Pour la socialisation des soins et du travail éducatif

Au lieu de laisser le travail de soins gratuit aux femmes ou de le déléguer dans de mauvaises conditions à des travailleuses migrantes, nous revendiquons des institutions publiques et des initiatives qui le reconnaissent socialement et l'organisent collectivement, comme des garderies de proximité, des structures de jour gratuites, des cantines publiques adéquates, etc...

2. Pour une société où puissent se développer des possibilités d'émancipation universelle

Les secteurs à bas salaires doivent être massivement revalorisés et les discriminations salariales abolies. Une réduction drastique du temps de travail et un salaire minimum répondant aux besoins sociaux sont des conditions nécessaires pour mener notre propre vie et lutter contre les inégalités et les discriminations.

3. Pour le droit à contrôler son corps en tant que personne et dans l'espace public

Dans cette société patriarcale, les hommes se sentent tendanciellement légitimés à dominer et contrôler les femmes. Cela se manifeste par des comportements sexistes, de la violence sexualisée jusqu'à des viols et d'autres formes de violence physique et psychologique contre les femmes. Nous revendiquons que la violence et la discrimination ne trouvent aucune acceptation dans la société. Nous condamnons l'impunité des auteurs de violences et encourageons les femmes à se regrouper pour prendre confiance en elles et se défendre. Nous sommes favorables au droit à l'avortement et revendiquons son financement par l'assurance-maladie, de même que la gratuité de la contraception.

4. Pour une orientation sexuelle et une identité non ordonnées

La construction sociale du genre produit une hétéronormativité qui se répercute dans la division sexuelle du travail. Cette hétéronormativité est fanatiquement défendue par les milieux religieux intégristes. Nous dénonçons les discriminations qui frappent les personnes en raison de leur orientation sexuelle, que ce soit au travail, dans la famille, dans la loi ou dans la rue. La construction sociale du genre ne doit pas faire obstacle à une décision personnelle d'orientation sexuelle et d'identité.

5. Un féminisme intersectionnel, internationaliste et de classe

Nous condamnons les discours (pseudo)féministes de type raciste, xénophobe et islamophobe qui instrumentalisent des comportements sexistes pour stigmatiser les immigré-e-s comme criminels. En Suisse, une grande partie des salarié-e-s sont immigré-e-s. Les femmes issues de l'immigration sont tout autant – sinon plus – concernées par l'exploitation, la violence et la discrimination. Nous refusons de discriminer les salarié-e-s sur la base de leur origine ou de leur nationalité ou de les monter les uns contre les autres. Nous ne nous laisserons pas diviser. Ce n'est qu'en luttant contre l'ensemble des discriminations sexuelles, contre toutes les formes de racisme, d'intégrisme et d'inégalité sociale, ainsi qu'en combinant ces initiatives avec d'autres luttes, que nous pourrions surmonter les relations patriarcales et capitalistes actuelles.

Grève des femmes le 14 juin 2019!

Au cours des deux dernières années, les manifestations féministes se sont multipliées dans le monde. « Ni una Menos/Ni una de Meno » (pas une de moins) en Argentine, au Brésil et en Italie ; les Marches des femmes aux Etats-Unis ou les manifestantes vêtues

de noir en Pologne. Dans l'Etat espagnol, le 8 mars 2018, les femmes se sont mises en grève dans tout le pays et ont montré ce que cela signifie lorsque les femmes décident d'arrêter de faire leur travail salarié et leur travail gratuit. Le même soir, six millions de femmes et d'hommes solidaires sont descendus dans la rue.

Près de 20 ans après la première grève des femmes en Suisse en 1991, une deuxième grève générale des femmes est nécessaire. En janvier 2018, le Congrès des femmes de l'Union Syndicale Suisse (USS) a décidé d'appeler à une grève des femmes le 14 juin 2019. La question de savoir si l'USS approuve cet appel sera soumis au vote lors de son congrès en novembre de cette année.

Nous soutenons l'appel à la grève et ne pouvons qu'appuyer toutes les syndicalistes, et leurs collègues, à concrétiser cet appel à une grève des femmes en 2019.

AGENDA

25 septembre	Réunion à Bâle sur la grève des femmes* 2019	18h30	Gewerkschaftshaus, Rebgasse 1, Basel
11 octobre	Conférence-débat avec Sharon Smith «Mouvements sociaux et démocrates face au trumpisme»	19h30	Cazard, rue Pré-du-Marché 15 Lausanne
14 octobre	Réunion à Berne sur la grève des femmes* 2019	14h	<i>Le lieu sera annoncé.</i>
20 octobre	Réunion à Zurich sur la grève des femmes* 2019	<i>L'heure et le lieu seront annoncés sous peu.</i>	



Mouvement pour le socialisme

Le Mouvement pour le Socialisme - MPS - est un mouvement politique présent dans les diverses régions de la Suisse (Genève, Lausanne, Fribourg, Bâle, Zurich, Tessin). Ensemble, nous partageons la conviction que cette société inégalitaire et oppressive est inacceptable et qu'il faut la changer! Guerres, misère, oppression des femmes, désastres écologiques ne sont pas des fatalités. Ils sont le fruit du capitalisme qui, dans sa course effrénée aux profits, engendre violences et domination. Nous croyons qu'il est nécessaire, à travers des luttes collectives, de défendre d'autres options de société, et notamment une véritable démocratie, un contrôle de toutes et tous sur ce qu'on produit, ainsi qu'une économie au service des besoins sociaux et non du profit.

MPS Fribourg

✉ jmps@labreche.ch

MPS Genève

✉ geneve@mps-bfs.ch

MPS Lausanne

✉ vaud@mps-bfs.ch

A l'encontre - La Brèche

alencontre.org

✉ redaction@alencontre.org

Cercle La Brèche

cerclelabreche.wordpress.com

📘 Cercle la brèche

MPS Ticino

mps-ti.ch

✉ mps-ti@bluewin.ch

📘 Movimento Per Il Socialismo

mps